

**Avenant à la convention financière cadre entre la Communauté de Communes Terres
Touloises et l'autorité compétente RPI/SIS/Commune pour une desserte méridienne dans
le cadre des services réguliers publics créés pour assurer à titre principal, à l'intention des
élèves, la desserte des établissements d'enseignement**

Entre d'une part,

Monsieur Chartreux Fabrice, agissant en qualité de Président de la communauté de communes TERRES TOULOISE,
autorité organisatrice mobilité de transport non urbain de voyageurs,

Et d'autre part,

Les communes/RPI/SIS et en vertu de l'article 29 de la loi N° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, la CC2T assure l'organisation des services réguliers publics dont ceux créés pour assurer à titre principal à l'intention des élèves la desserte des établissements d'enseignement.

Des avenants entre l'AOM et les établissements scolaires, les communes, les RPI ou les SIS doivent être établis pour fixer les modalités de réalisation des services de transports souhaités. Le présent avenant fixe la modification de l'article 2 modalités financières.

Dans le cadre de la délégation de service public attribuée à l'entreprise SADAP (délibération 2019-05-01 en date du 3 octobre 2019), l'article 10.3 du contrat relatif aux services occasionnels prévoit que la CC2T peut demander au concessionnaire la réalisation de services occasionnels avec d'autres personnes publiques compétentes, par voie de convention.

Article 2 - Modalités financières

Le coût de ce service est évalué comme suit :

Nombre de kilomètres par jour

x 4 jours par semaines

x 36 semaines scolaires

x 1.84 € / km à charge

+ 36.47 % taux haut le pied et coût du véhicule le cas échéant, appliqués au contrat de DSP signé par la CC2T.

Le montant sera réajusté annuellement selon l'évolution des contrats de marchés publics que la CC2T passe avec le transporteur. Un titre de recette sera adressé aux maires ou aux SIS trimestriellement de l'année scolaire en cours sur la base d'un coût calculé sur le coût total hors frais généraux et hors termes fixes. Ce coût fera l'objet d'une éventuelle régularisation à terme échu sur la base des montants réels qui auront été payés aux transporteurs par la CC2T.

Le présent avenant prend effet à compter du 02 janvier 2020 et prendra fin en même temps que le contrat DSP soit le 31 décembre 2025.

Fait à Ecrouves, le

Le Président de la CC2T

Fabrice CHARTREUX

Madame ou Monsieur le Maire, ou président(e)

de RPI ou de SIS